

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société DURAND S.A.S à Sazilly

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu :

- le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-8, L. 512-10, L. 514-5, R. 512-47, R. 512-50 et R. 512-54 ;
- le décret n° 2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du code de l'environnement ;
- le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Thomas CAMPEAUX en qualité de préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 28 décembre 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2160 « Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable » ;
- l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Xavier LUQUET, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire ;
- le récépissé de déclaration n° 12196 du 13 juillet 1984 délivré à M. Roger DURAND pour l'exploitation d'une installation de dépôt de gaz combustible liquéfié (butane) en réservoirs fixes au lieu-dit « Les Ecoins » à Sazilly ;
- l'arrêté d'autorisation n° 88-76 du 8 juillet 1988 du sous-préfet de Chinon autorisant les Ets DURAND à exploiter un silo de stockage de céréales à Sazilly ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 14001 du 21 juillet 1993 relatif à l'extension du silo de stockage de céréales exploité par la Sté DURAND au lieu-dit « Les Ecoins » à Sazilly ;
- le rapport daté du 13 septembre 2019 réalisé par le bureau d'études Actions Durables Conseils relatif au contrôle des émissions sonores du site DURAND de Sazilly ;
- les rapports datés du 3 mars 2025 établis par la société DEKRA suite aux interventions du 20 au 21 février 2025 pour la vérification des installations électriques du site de Sazilly au titre du

code du travail et au titre de la réglementation ICPE, qui font état respectivement de 72 observations et 44 écarts ;

- le rapport de l'inspecteur de l'environnement relatif à l'inspection menée le 11 mars 2025, transmis à l'exploitant par courrier en date du 2 avril 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, l'informant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- l'absence d'observation de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

Considérant ce qui suit :

- l'établissement exploité par la société DURAND S.A.S. à Sazilly comporte des installations classées pour la protection de l'environnement et relevant du régime de la déclaration pour les rubriques 2160-1b, 2160-2b et 4718-2b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et dont les risques et nuisances sont réglementés par les arrêtés ministériels susvisés ;
- les arrêtés préfectoraux pris sous le régime de l'autorisation restent applicables à l'établissement exploité par la société DURAND S.A.S. à Sazilly ;
- l'accidentologie relative aux installations de stockage de céréales montre que les risques d'incendie et d'explosion sont inhérents aux installations de stockage de produits organiques et peuvent entraîner des effets majeurs susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique ;
- lors de la visite en date du 11 mars 2025, l'inspectrice de l'environnement a constaté les faits suivants :
 - les installations ne sont pas maintenues dans un état de propreté suffisant, et que les fréquences de nettoyage fixées dans les consignes de nettoyage ne sont pas respectées ou ne peuvent être vérifiées ;
 - l'exploitant ne maintient pas en bon état de fonctionnement l'ensemble de ses installations électriques, et selon l'organisme de contrôle, les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion (rapports datés du 3 mars 2025 établis par la société DEKRA susvisés) ;
 - l'exploitant n'a pas formalisé les actions correctives mises en place ou à mettre en place suite au dernier contrôle de vérification des installations électriques (absence de justificatif concernant la rénovation complète des installations électriques prévue en 2025) ;
 - les permis de feu établis par l'exploitant sont non conformes ou incomplets, et la surveillance après intervention, à réaliser pendant au moins les deux heures qui suivent la fin des travaux, n'est pas réalisée de façon systématique ou n'est pas réalisée pendant toute la durée ;
 - les installations de manutention testées lors de la visite d'inspection ne sont pas asservies au système d'aspiration avec un double asservissement et ne sont pas reliées à une alarme sonore ou visuelle lorsqu'un incident de fonctionnement est détecté ;
 - l'exploitant n'a pas fait procéder aux mesures complémentaires des émissions de poussières demandées par l'inspecteur des installations classées suite à la visite du 11 janvier 2019 pour vérifier et quantifier la dispersion des poussières au-delà du périmètre de l'établissement ;
 - l'exploitant ne respecte pas les valeurs limites de bruit en limites de propriété et les valeurs d'urgence admissible en période diurne et nocturne, et n'a pas présenté les justificatifs relatifs à la réalisation des actions correctives nécessaires pour réduire les nuisances sonores du site ;
 - l'exploitant ne procède pas aussi souvent que nécessaire au désherbage sous et à proximité du réservoir de stockage de gaz ;
 - les deux extincteurs à poudre obligatoires ne sont pas présents ou disponibles à proximité immédiate du réservoir de stockage de gaz et en toutes circonstances ;
 - l'accès au robinet de commande de la rampe d'aspersion du réservoir de stockage de gaz n'est pas facile en toutes circonstances, et peut être rendu difficile en cas d'incendie de séchoir ;
- l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoit que « lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 - La société DURAND S.A.S., exploitant une installation de stockage en vrac de céréales avec ses installations annexes au lieu-dit « Les Ecoins » à Sazilly, est mise en demeure de respecter les dispositions listées ci-après :

Article 1-1 – Nettoyage des installations (article 3.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007)

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 3.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 en débarrassant régulièrement les poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements de ses silos, bâtiments et autres installations sous un délai de 4 mois.

Article 1-2 – Mesures prises ou envisagées pour lever les non-conformités des installations électriques (article 4.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 28/12/2007)

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 4.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 en levant l'ensemble des non-conformités notées dans le rapport daté du 03 mars 2025 établi par la société DEKRA suite aux interventions du 20 au 21 février 2025 pour la vérification des installations électriques du site de Sazilly au titre de la réglementation ICPE (44 écarts), sous un délai d'un an suivant la date du dernier rapport de vérification.

Dans un délai de 4 mois à notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées l'échéancier des travaux prévus et les éventuels bons de commande.

Article 1-3 – Permis de feu et surveillance après intervention (article 4.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 28/12/2007 et l'article B-16 de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 1988)

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 4.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 et l'article B-16 de l'arrêté préfectoral du 08 juillet 1988 en réalisant et en enregistrant sur les permis de feu la surveillance réalisée après travaux, prenant au moins les deux heures qui suivent la fin des travaux, sous un délai de 2 mois à notification du présent arrêté.

Les permis de feu devront également être complétés afin de préciser la localisation des travaux, la nature des dangers ou le type de matériel utilisé, et les mesures de prévention et les moyens de protection, conformément au guide de l'état de l'art sur les silos.

Article 1-4 – Double asservissement aspiration / manutention (article 4.16 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 28/12/2007)

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 4.16 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 en mettant en place un double asservissement de la manutention au système d'aspiration des silos plats et métalliques, sous un délai de 4 mois à notification du présent arrêté.

Article 1-5 – Mesures des émissions de poussières (article B-19 de l'arrêté préfectoral du 8 juillet 1988)

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article B-19 de l'arrêté préfectoral du 08 juillet 1988 en faisant procéder aux mesures complémentaires des émissions de poussières demandées par l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection du 11 janvier 2019 et réitérées lors de la visite d'inspection du 11 mars 2025 pour vérifier et quantifier la dispersion des poussières au-delà du périmètre de l'établissement, sous un délai de 6 mois à notification du présent arrêté.

Article 1-6 – Mesures des émissions sonores et mise en œuvre des actions correctives (article 8.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007)

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 8.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 en mettant en place des mesures correctives afin de respecter les valeurs limites de bruit

en limites de propriété et les valeurs d'émergence admissible en période diurne et nocturne, sous un délai de 6 mois à notification du présent arrêté.

Dans un délai de 6 mois à notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le récapitulatif des mesures correctives prises ou envisagées, en précisant le calendrier de mise en œuvre de ces mesures le cas échéant.

Dans un délai de 8 mois à notification du présent arrêté, l'exploitant fait procéder à un nouveau contrôle des émissions sonores du site et transmet le rapport à l'inspection des installations classées.

Article 1-7 – Désherbage et débroussaillage sous et à proximité du réservoir de stockage de gaz (article 3.4 de l'arrêté ministériel du 23 août 2005)

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 3.4 de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 en faisant procéder aussi souvent que nécessaire au désherbage « et au débroussaillage » sous et à proximité de l'installation, sous un délai de 1 mois à notification du présent arrêté.

Article 1-8 – Extincteurs à poudre à proximité immédiate du réservoir de stockage de gaz (article 4.2.C. de l'arrêté ministériel du 23 août 2005)

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 4.2.C. de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 en mettant à disposition deux extincteurs à poudre ABC d'une capacité minimale de 9 kg à proximité immédiate du réservoir de stockage, sous un délai de 1 mois à notification du présent arrêté.

Article 1-9 – Robinet de commande de la rampe d'aspersion du réservoir de stockage de gaz (article 4.2.C. de l'arrêté ministériel du 23 août 2005)

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 4.2.C. de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 en mettant en place un robinet de commande de la rampe d'aspersion du réservoir de stockage facile d'accès en toutes circonstances, sous un délai de 6 mois à notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- **un recours gracieux**, adressé au préfet d'Indre-et-Loire, bureau de l'environnement, 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- **un recours hiérarchique**, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia - 1 place Carpeaux - 92 055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- **un recours contentieux**, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans – 28, rue de la Bretonnerie 45 057 Orléans cedex 1. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 4 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la société DURAND SAS par lettre recommandée avec accusé de réception et publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale de 2 mois.

Tours, le 19 MAI 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture,



Xavier LUQUET